

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**












**MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES**

**MARCHE N° 2025960SERV006**

**MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS TRAITEUR POUR LES SITES DE  
L'OBSERVATOIRE DE PARIS**

**Observatoire de Paris**  
61 AVENUE DE L'OBSERVATOIRE,  
BP 12  
75014 PARIS

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Prestations de traiteur pour les besoins de l'Observatoire de Paris
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre à bons de commande
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans
	<b>Nombre de lots</b>	0
	<b>Clauses sociales</b>	Avec
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	1 an
	<b>Reconduction</b>	3 x 1 an
	<b>Prix</b>	Prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

1	- Dispositions générales du contrat	4
	1.1 - Objet du contrat	4
	1.2 - Décomposition du contrat	4
	1.3 - Réalisation de prestations similaires	4
2	- Pièces contractuelles	4
3	- Confidentialité et mesures de sécurité	6
4	- Protection des données à caractère personnel	6
5	- Durée du marché	6
6	- Prix	7
	6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
	6.2 - Modalités de variation des prix	7
	6.3 - Clause de sauvegarde	8
7	- Retenue de garantie	8
8	- Avance	9
	8.1 - Conditions de versement et de remboursement	9
	8.2 - Garanties financières de l'avance	9
9	- Modalités de règlement des comptes	10
	9.1- Acomptes et paiements partiels définitifs	10
	9.2 - Présentation des demandes de paiement	10
	9.3 - Précision relative à la facturation	11
	9.4 - Paiement des cotraitants	11
	9.5 - Paiement des sous-traitants	11
	9.6 - Délai global de paiement	12
10	- Conditions d'exécution des prestations	12
11	- Sous-traitance	14
12	- Démarches sociale et environnementale	15
13	- Constatation de l'exécution des prestations	15
14	- Pénalités	15
	14.1 - Principe général	15
	14.2 - Cas d'application et montants des pénalités	15
15	- Assurances	16
16	- Résiliation du contrat	17
	16.1 - Résiliation aux torts du titulaire	17
	16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	17
17	- Règlement des litiges et langues	18
18	- Dérogations	18

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Le présent marché a pour objet les prestations de traiteur pour les besoins de l'Observatoire de Paris.

L'attention du titulaire est attirée sur le niveau de qualité qu'il sera amené à fournir lors de l'exécution de ces prestations et que l'administration est en droit d'attendre.

Les prestations demandées comprennent le fonctionnement complet d'une réception et notamment la logistique, les boissons et la mise à disposition de divers matériels indispensables à la bonne réalisation des différentes réceptions de toute nature.

Le détail des prestations figure dans le cahier des clauses techniques particulières.

#### Lieux d'exécution :

- Site de Paris : 61 avenue de l'Observatoire 75014 PARIS  
Accès véhicules et piétons : 77, avenue Denfert Rochereau 75014 PARIS
- Site de Meudon : 5 place Jules Janssen 92195 Meudon Cedex  
Accès piétons : 5 place Jules Janssen 92195 Meudon Cedex  
Accès véhicules : 11, avenue Marcellin Berthelot 92195 Meudon Cedex

#### Consignes d'accès :

Afin de faciliter l'accès aux sites de l'Observatoire de Paris, le titulaire devra fournir le nom, prénom et numéro d'immatriculation (si besoin) au moins 72h avant l'arrivée sur le site. Les personnels du titulaire devront se présenter au poste de garde à leurs arrivées sur site.

### 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

### 1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le règlement de la consultation (RC) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe 1 ;
- Le cadre de mémoire technique ;

Le candidat devra remplir intégralement chaque rubrique du cadre de son offre en apportant une réponse rédigée et adaptée au présent marché, sans procéder systématiquement à un renvoi à un document annexe.

Tout renvoi doit apporter une plus-value et non renvoyer à des généralités. Les renvois doivent être précis (préciser les N° de pages et paragraphes par exemple). A défaut, l'offre sera rejetée pour irrégularité.

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services
- Les textes et documents en vigueur dans le domaine concerné

### 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les prestations sont soumises à des mesures de confidentialité et de sécurité conformément à l'article 5.1 et 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

### 4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

### 5 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée ferme de 12 mois, à compter du 1er janvier 2026 (date de début d'exécution). Il est reconductible tacitement trois fois 12 mois, sans que sa durée totale n'excède 4 années.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité du marché.

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations objet du marché sont réglées :

- Par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le Bordereau de Prix Unitaires, appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les prix unitaires sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

### 6.2 - Modalités de variation des prix

#### 1. Conditions générales

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois **M<sub>0</sub>**, correspondant au **mois de la date limite de remise des offres**.

Les prix sont réputés **fermes et non révisibles** pendant la **première période d'exécution du marché**, soit **du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2025**, ou, le cas échéant, pour la **première année suivant la notification** si celle-ci intervient postérieurement à cette période.

#### 2. Principe de révision

Le marché étant conclu à **bons de commande**, les prix applicables à chaque bon sont ceux **en vigueur à la date de sa notification**.

Ces prix peuvent être **révisés annuellement** selon les modalités définies au présent article.

La révision s'applique à l'ensemble des prestations commandées à **compter de la date d'effet de la révision**, sans effet rétroactif sur les bons de commande déjà notifiés.

#### 3. Périodicité et demande de révision

La révision des prix pourra intervenir **une fois par an**, à chaque **date anniversaire du début d'exécution du marché**, sur **demande expresse et écrite du titulaire**.

La demande devra être adressée au pouvoir adjudicateur **au moins un (1) mois avant la date de prise d'effet souhaitée**, et comporter :

- la **formule de révision** dûment renseignée ;
- les **indices de référence** utilisés ;
- le **coefficient de révision** calculé (arrondi au millième supérieur) ;
- une **note explicative** précisant les modalités de calcul et les incidences sur le **bordereau des prix unitaires (BPU)**.

Passé le délai de préavis, aucune modification des tarifs ne sera recevable jusqu'à la date de reconduction suivante.

La demande doit être adressée à :

- 1- [direction.dil@obspm.fr](mailto:direction.dil@obspm.fr)
- 2- [gestion.dil@obspm.fr](mailto:gestion.dil@obspm.fr)
- 3- [service.achats@obspm.fr](mailto:service.achats@obspm.fr)

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un **délai de deux (2) semaines** pour notifier son accord ou ses observations.

À défaut de réponse dans ce délai, la **révision est réputée tacitement acceptée**.

#### 4. Formule de révision

La révision des prix sera calculée selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0,10 + 0,90 \times ((0,50 \times \frac{A}{A_0}) + (0,50 \times \frac{S}{S_0}))]$$

Où :

<b>P</b>	Nouveau prix révisé
<b>P<sub>0</sub></b>	Prix d'origine (ou dernier prix révisé)
<b>0,10</b>	Part invariante du prix
<b>0,90</b>	Part révisable du prix
<b>0,50</b>	Pondération des coûts alimentaires
<b>0,50</b>	Pondération des frais de personnel
<b>A</b>	Moyenne des 12 derniers mois de l' <b>indice des prix à la consommation harmonisé - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - COICOP 11.1.2.0 "Cantines" - Identifiant INSEE : 001762317</b>
<b>A<sub>0</sub></b>	Valeur du même indice lors de la précédente révision (ou, pour la première révision, moyenne des 12 mois précédant ceux utilisés pour A)
<b>S</b>	Dernière valeur connue de l' <b>indice du coût horaire du travail révisé - salaires et charges - tous salariés - Hébergement et restauration - Identifiant INSEE : 001565177</b>
<b>S<sub>0</sub></b>	Valeur du même indice lors de la précédente révision (ou, pour la première révision, indice antérieur de 12 mois)

## 5. Mise en œuvre

Après acceptation de la révision par le pouvoir adjudicateur, le titulaire transmettra au pouvoir adjudicateur une **mise à jour du bordereau des prix unitaires (BPU)** intégrant les nouveaux montants. Les nouveaux prix s'appliqueront à **tous les bons de commande notifiés à compter de la date d'effet de la révision**, et ce, pour une période de douze (12) mois.

## 6. Substitution d'indices

En cas de disparition, de modification ou de suspension des indices de référence précités, il sera fait usage des **indices de substitution publiés par l'INSEE** présentant les caractéristiques économiques les plus proches de ceux initialement utilisés. Il conviendra de passer un avenant, dans les deux situations suivantes :

- \* Si l'INSEE propose plusieurs séries correspondantes : le choix de la série fera l'objet d'un avenant sauf si en raison de l'objet même du marché, l'index nouveau s'impose à l'évidence et dans la mesure où le libellé de l'index n'est pas substantiellement modifié. Dans ce dernier cas, un simple courrier suffira à avertir les parties du changement d'indice ;
- \* Si l'INSEE ne propose pas de nouvel indice : le choix d'un nouvel indice fera l'objet d'un avenant.

### 6.3 - Clause de sauvegarde

La variation annuelle du prix révisé ne pourra excéder **7 %** (hausse ou baisse) par rapport au prix en vigueur l'année précédente, sans toutefois que la variation cumulée sur la durée totale du marché (4 ans) ne dépasse **20 %** du prix initial.

Dès lors que la révision du prix dépasse la clause de sauvegarde, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date du changement d'index lorsque ce dépassement est constaté.

## 7 - Retenue de garantie



Aucune retenue de garantie ne sera appliquée.

## **8 - Avance**

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### **8.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf si le titulaire y renonce expressément en l'indiquant dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à 30 %.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### **8.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 9 - Modalités de règlement des comptes

### 9.1- Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### 9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19753496900013

- Numéro de bon de commande : 45000\*\*\*\*\*

Les factures afférentes au paiement seront établies en un exemplaire original et porteront obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes :

Le nom, l'adresse et le numéro de SIRET du/ des fournisseur(s) ;

La domiciliation des paiements telle quelle figure sur l'acte d'engagement ;

Les références du présent marché (numéro-objet) ; 2025\*\*\*\*\*

La référence du bon de commande ; 45000\*\*\*\*\*

Le nom et l'adresse complète du service acheteur ;

La date de livraison ou date de réception du marché ;

La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

Le prix unitaire hors taxes (H.T.) des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

Le montant total hors taxes (H.T.) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

Le taux de TVA en vigueur à la date de l'exécution des prestations ;

Le montant total TTC.

Une facture devra être établie pour chaque bon de commande

Toute facture reçue ne répondant pas à ces exigences vous sera automatiquement renvoyée, ce qui engendrera un retard de paiement.

Au dépôt de la facture, le code service : FACTURES\_PUBLIQUES, n'est obligatoire que pour les structures publiques. Si structure privée, ce champ vide est à laisser vide.

Sur les devis devront figurer, le numéro du marché (2025\*\*\*\*\*), le nombre de documents, le prix unitaire, et le prix total.

Pour les relances fournisseurs, changement d'adresse, RIB ou toutes autres modifications, merci d'utiliser l'adresse mail générique du service facturier: [gestion.sf@obspm.fr](mailto:gestion.sf@obspm.fr)

### 9.3 - Précision relative à la facturation \_

La facturation des prestations s'effectue sur la base des **bons de commande dûment émis par le pouvoir adjudicateur** et des prestations effectivement réalisées par le titulaire, conformément aux stipulations du présent marché et du bordereau des prix unitaires (BPU).

Chaque facture devra correspondre à un **bon de commande exécuté** et être adressée au service mentionné sur celui-ci.

Une facturation distincte sera établie pour **chaque service identifié comme étant à l'origine de la demande de devis**.

Le titulaire devra veiller à la **parfaite concordance entre le service demandeur et les références portées sur le bon de commande**, cette indication conditionnant la **validité et la recevabilité de la facture**.

### 9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### 9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Il est précisé que seul le sous-traitant de 1er rang peut bénéficier du paiement direct.

Les conditions de paiement direct du sous-traitant sont déterminées à l'article R.2191-6 du code de la commande publique.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire à la facture, une attestation indiquant la somme à régler par l'OBSPM à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire à la facture, signé par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance en indiquant la somme à régler par l'OBSPM au sous-traitant concerné.

Cette somme tient compte d'une éventuelle actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-

traitance et inclut la TVA. Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

## 9.6 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du présent marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

### Adresse d'exécution des prestations :

- Site de Paris : 61 avenue de l'Observatoire 75014 PARIS  
Accès véhicules et piétons : 77, avenue Denfert Rochereau 75014 PARIS
- Site de Meudon : 5 place Jules Janssen 92195 Meudon Cedex  
Accès piétons : 5 place Jules Janssen 92195 Meudon Cedex  
Accès véhicules : 11, avenue Marcellin Berthelot 92195 Meudon Cedex

### Consignes d'accès :

Afin de faciliter l'accès aux sites de l'Observatoire de Paris, le titulaire devra fournir le nom, prénom et numéro d'immatriculation (si besoin) au moins 72h avant l'arrivée sur le site. Les personnels du titulaire devront se présenter au poste de garde à leurs arrivées sur site.

### Conditions particulières d'exécution :

Les conditions particulières d'exécution relatives aux exigences hygiène, santé, sécurité et environnement sont décrites dans les cahiers des clauses techniques particulières.

### Obligation de moyen et de résultat :

Le titulaire devra mettre tout en œuvre pour répondre aux besoins spécifiés dans le CCTP et parvenir aux respect des stipulations du CCTP.

### Obligation de confidentialité :

Compte tenu de la nature et le lieu de la prestation (ZRR), le titulaire s'engage par écrit à une stricte confidentialité sur les missions, faits et informations obtenus, pendant et après l'exécution du marché. Sa responsabilité pourra être engagée en cas de manquement de son personnel à la protection des informations, y compris en cas de dissimulation ou détournement. Il fera signer à son personnel un engagement formel et avertira immédiatement l'Observatoire en cas de violation.

Tout non-respect pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire, sans indemnisation, ainsi qu'une possible saisine des autorités compétentes.

Défaillance du titulaire :

En cas d'impossibilité pour le titulaire d'exécuter les prestations, l'Observatoire y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles, aux frais, risques et périls du titulaire. Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Observatoire par tous moyens de droit. Leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles du titulaire restant dues.

## 11 - Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter, sous sa responsabilité, une partie des prestations objet du présent contrat.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt ou en cours d'exécution du marché.

Pour chaque sous-traitant, le titulaire devra produire pour agrément expresse et écrit de l'Observatoire de Paris :

- Une déclaration spéciale contenant les renseignements suivants ;
- La nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions visées au Code de la commande publique ;
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du travail du Code du travail ;
- Une note de présentation du sous-traitant avec tous les justificatifs permettant d'attester de la capacité de celui-ci pour les services considérés.

La sous-traitance totale est interdite.

Le prestataire devra s'assurer de la bonne solvabilité de l'entreprise sous-traitante ainsi que de la qualification des intervenants circulant sur les sites de l'observatoire. Les intervenants seront soumis aux mêmes règles telles que définies dans les CCTP.

Le Titulaire tiendra à jour la liste de ses sous-traitants.

En toutes hypothèses, il demeure toutefois responsable des prestations confiées à tous les sous-traitants, sans que l'Observatoire de Paris ne puisse être inquiété ou recherché à ce sujet.  
Le Titulaire restera l'unique interlocuteur de l'Observatoire de Paris.

## 12 - Démarches sociale et environnementale

Le présent marché comporte des clauses sociale et environnementale détaillées dans le cahier des clauses techniques particulières. Toute offre non conforme, sera déclarée irrégulière.

## 13- Constatation de l'exécution des prestations

L'Observatoire de Paris procède aux opérations de vérifications conformément à l'article 2.6 du CCTP.

## 14 - Pénalités

### 14.1 - Principe général

Le titulaire est tenu à une **obligation de résultat** dans l'exécution de l'ensemble de ses prestations. Tout manquement à ses obligations contractuelles, quelles qu'en soient la nature ou la gravité, est susceptible de donner lieu à l'application de **pénalités financières**, selon les modalités précisées ci-après. Les pénalités s'appliquent **de plein droit**, sans mise en demeure préalable, dès constatation du manquement par le pouvoir adjudicateur. Elles **ne présentent aucun caractère libératoire** : leur paiement ne saurait exonérer le titulaire de son obligation d'exécuter l'intégralité des prestations prévues, ni priver l'établissement de son droit de poursuivre toute action en réparation du préjudice subi.

### 14.2 - Cas d'application et montants des pénalités

#### - Dépassement du délai de livraison

En cas de dépassement du délai de livraison fixé dans le bon de commande, le titulaire sera sanctionné par une pénalité de 100 euros par heure de retard, toute heure commencée étant due.

#### - Non-respect de la qualité et/ou quantité commandée

En cas de non-respect de la qualité et/ou des quantités commandées dans le bon de commande, le titulaire sera sanctionné par application d'une pénalité à hauteur de 25% du montant de la commande. L'évaluation de la qualité est laissée à l'appréciation de l'établissement en cas de litige.

#### - Refus d'exécution d'une prestation

Dans le cas où, le titulaire refuse d'effectuer une prestation prévue au marché et commandée dans les délais contractuels définis, l'Observatoire de Paris se réserve le droit de faire appel à un autre prestataire de son choix. Le coût de la prestation sera facturé au titulaire sous forme de pénalité.

#### - Non-respect des règles d'hygiène

En cas de non-respect des règles d'hygiène, le titulaire se verra appliqué une pénalité de 100 euros par faits constatés.

#### - Non transmission des fiches produits détaillées

En cas de non transmission des fiches techniques détaillées (réglementation, approvisionnement, qualité, traçabilité...) sur les produits proposés, le titulaire se verra appliqué une pénalité de 50 euros par jour de retard après mise en demeure restée sans effet.

#### - Non remise en état des lieux

Le titulaire est tenu de respecter la propreté des locaux dans les lieux d'interventions. En cas de non remise en état des locaux après exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50 euros.

#### - Personne chargée du marché non joignable en cas de besoin

En cas de difficultés (absence de réponse au téléphone ou mail dans la journée en cas d'urgence ou dans les 48h) à joindre la personne en charge du marché, le titulaire se verra appliqué une pénalité de 30 euros par fait constaté.

- Non-respect des règles relatives au travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail.

Le montant des pénalités s'élève à 10 % du montant du marché public dans la limite des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail. Ces pénalités pourront s'appliquer au titulaire dans les conditions prévues à l'article L. 8222-6 du code du travail.

Toutes les pénalités sont cumulables. Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, seule la pénalité la plus forte est prise en considération. Les pénalités, après notification au titulaire, s'imputent d'office sur les sommes qui lui sont dues par réfaction sur les factures, sans que le cumul des pénalités puisse excéder 50% du montant forfaitaire du marché.

## 15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.



## 16 - Résiliation du contrat

### 16.1 - Résiliation aux torts du titulaire

Le contrat peut être résilié avant sa date d'échéance par l'Observatoire, aux torts du Titulaire et sans indemnité :

- En cas de recours du Titulaire à un ou plusieurs sous-traitants n'ayant pas fait l'objet d'un accord préalable de l'Observatoire,
- En cas de défaut ou d'insuffisance d'assurance du Titulaire,
- En cas de non-respect des dispositions prévues à l'article D8222-5 du Code du Travail,
- En cas de « faute grave » du Titulaire, telles qu'elles sont définies ci-après. Par « faute grave », on entend notamment :
  - Lorsque depuis le début de l'exercice en cours, le montant total des pénalités représente 20% du montant forfaitaire annuel des prestations assurées.
  - Inobservation des règles de sécurité,
  - Inobservation de l'obligation de confidentialité,
  - Lorsque le Titulaire commet une faute ayant entraîné un accident matériel ou corporel grave,
  - En cas de non-respect des obligations contractuelles, autre que celles définies ci-avant, et après une mise en demeure non suivie d'effet.

La résiliation d'un contrat intervient immédiatement et de plein droit, après envoi par l'Observatoire au Titulaire d'une lettre recommandée avec accusé de réception, soit :

- À l'issue du préavis de 3 mois minimum précisé dans le courrier,
- Après une mise en demeure précisée dans le courrier et non suivie d'effet.

Dans tous les cas de résiliation du contrat aux torts et griefs du Titulaire, ce dernier n'aura droit à aucune indemnité à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, et sera redevable à l'égard de l'Observatoire de Paris d'un dédommagement égal à 1/12ème (un douzième) du forfait annuel hors taxes ; ce montant n'exclut pas le recours pour les pertes subies par L'Observatoire de Paris ainsi que tous les dommages et intérêts dus au titre du préjudice subi par ce dernier et venant en complément de ces sommes.

### 16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 18 - Dérogations

- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 37 du CCAG - Fournitures Courantes et Services



